

Face au retour des instincts les plus brutaux

Les juifs d'Allemagne de 1918 à 1944

Gérard Foussier*

» De l'accueil des grandes figures intellectuelles à l'organisation des terribles rafles, les juifs d'Allemagne ont joué la carte de l'intégration démocratique et républicaine, mais sont vite devenus les victimes du discours antisémite en Allemagne, puis des reniements de la République à leur égard en France.

« *C'est l'histoire d'une tragédie* », peut-on lire en préface de l'ouvrage consacré à cette population initiale de 550 000 juifs (dont un tiers à Berlin), « *installée de longue date en Allemagne, parlant l'allemand, pénétrée de culture germanique et qui tout en souhaitant conserver son identité religieuse, aspire dans sa grande majorité à s'assimiler à la société allemande* ». Pourtant, un drame va se dénouer avec la défaite de l'Allemagne lors de la Première Guerre mondiale. Certes, l'avènement de la Répu-

blique de Weimar comble les aspirations des juifs, « *longtemps traités en citoyens de seconde zone* » sous l'empereur Guillaume II, artistes et écrivains participent à l'essor intellectuel du pays, la nouvelle démocratie allemande suscite même l'enthousiasme. Néanmoins, un violent courant nationaliste et antisémite se développe avec attaques verbales, agressions et meurtres, celui de Walther Rathenau par exemple, ministre des Affaires étrangères assassiné en 1922. Alors qu'au lendemain de la Grande

Von Weimar bis Vichy

Rund 550 000 Juden leben zu Beginn des 20. Jahrhunderts in Deutschland, davon ein Drittel in Berlin. Im Kaiserreich Wilhelms II. als Bürger zweiter Klasse behandelt, setzen vor allem Intellektuelle, Künstler und Schriftsteller ihre Hoffnungen in die aufstrebende Weimarer Republik. Aufkeimender Nationalismus und Antisemitismus und ihre gewalttätigen Auswüchse machen diese Hoffnungen jedoch schnell zunichte.

Nach der Machtergreifung der Nationalsozialisten verlassen zwischen 1933 und 1937 rund 130 000 Juden das Land, 40 000 wandern nach Palästina aus; weitere 118 000 flüchten 1938 und 1939 zu einem Zeitpunkt, als zahlreiche Länder ihnen das Asyl bereits verweigern.

Dorothea Bohnenkamp befasst sich in ihrem 2015 erschienenen und hier vorgestellten Buch mit den 50 000 deutschen Juden, die zwischen 1933 und 1939 Zuflucht in Frankreich suchen – für viele ein „gelobtes Land“, in dem sie jedoch ebenfalls nicht willkommen sind, wie viele desillusioniert feststellen müssen; unter dem Vichy-Regime verschlechtert sich die Situation der 20 000 nach 1940 im Land Gebliebenen noch einmal merklich.

Nicht zuletzt die zahlreichen Zeitzeugenberichte, darunter die der Schriftsteller Lion Feuchtwanger.

Alfred Döblin, Walter Benjamin und Erich Maria Remarque „*machen den Reichtum*“ dieses Werkes aus, so der Rezensent.

Red.



* Gérard Foussier est rédacteur en chef de *Dokumente/Documents* et président du Bureau International de Liaison et de Documentation (BILD).

Guerre, Berlin et Paris étaient devenus des lieux d'effervescence intellectuelle et artistique, « *autour des brasseries de Montparnasse ou dans les cafés du Kurfürstendamm berlinois* », d'aucuns considéraient l'intégration des juifs comme achevée, mais pour Dorothea Bohnenkamp, maître de conférences à l'université Paris III-Sorbonne, les mesures antisémites prises par le régime national-socialiste en 1933, seront en réalité l'aboutissement d'une discrimination, dont les juifs ont été victimes depuis le Reich wilhelminien. Pourtant, précise-t-elle, « *considérer la République de Weimar comme le point de départ d'une nouvelle expérience totalitaire serait méconnaître l'esprit fondateur de ces années pleines d'espoir* ».

En 1935, les lois de Nuremberg viseront à exclure les juifs de la société allemande, avec en 1938 cette nuit des longs couteaux (la nuit de cristal, *Reichskristallnacht*, dans le vocabulaire historique allemand), dont les juifs seront tenus financièrement responsables. Beaucoup chercheront à l'étranger, en France notamment, l'idéal politique et intellectuel pour échapper aux persécutions – jusqu'à ce que la défaite de la France en 1940 ne scelle une nouvelle fois leur destin, les contraignant à se réfugier en Espagne ou au Portugal, puis aux États-Unis, alors que beaucoup ne parviendront pas à échapper à la déportation et aux chambres à gaz. L'émigration sera interdite par le régime en octobre 1941, alors que les autorités nazies commençaient à mettre en place la « *solution finale* ».

A Paris, la nouvelle Jérusalem

Le chapitre sur l'exil vers la France retiendra particulièrement l'attention des lecteurs qui auraient encore tendance aujourd'hui à croire que l'antisémitisme était l'apanage du Troisième Reich. Entre 1933 et 1937, 130 000 juifs ont quitté l'Allemagne nazie, dont 40 000 pour la Palestine. 118 000 sont partis en 1938 et 1939, alors que la plupart des pays refusaient de les accueillir. Dorothea Bohnenkamp y ajoute les quelque 100 000 juifs autrichiens qui ont choisi de se rendre à l'étranger entre mai 1938 et septembre 1939. Sur les 50 000 réfugiés juifs d'Allemagne qui se rendront en France entre 1933 et 1939, 10 000 envi-

ron se retrouveront à Paris, devenu havre d'accueil des migrants allemands depuis la monarchie de Juillet (1830-1848). Il y avait en 1933 un journal des émigrés, le *Pariser Tageblatt*, « *le chantre de l'autre Allemagne* », qui écrivait par exemple que la *Déclaration des droits de l'homme* était « *un cadeau de la France à tous les peuples de ce monde* ».

Les réfugiés, rendant hommage au « modèle français », n'ont pas tous le sentiment d'être en exil. L'écrivain **Lion Feuchtwanger** (1884-1958), arrivé en France en 1933, écrira plus tard, dans *Le diable en France* : « *Ce qui me retenait là-bas, c'était la chaleureuse joie de vivre, la beauté de la région, le confort de ma maison* ». Nombreux sont ceux qui envisagent déjà, à leur arrivée sur le sol français, de nouvelles perspectives dans un contexte de liberté retrouvée, Paris était la nouvelle Jérusalem, la Ville lumière, la capitale du républicanisme, par opposition à Berlin, « *l'Etoile polaire de la République* ».

Le soutien des intellectuels français aux juifs allemands était considérable au début, mais dans la population, c'était plutôt l'indifférence générale face à ces réfugiés dont les conditions de vie étaient de plus en plus précaires : la difficulté, voire l'impossibilité de trouver un emploi, le manque d'argent, une administration arbitraire, l'espoir aussi, souvent déçu, d'acquérir une nationalité française, sinon au prix d'un engagement dans l'armée (60 000 juifs étrangers, pour moitié des réfugiés, auraient servi l'armée française en janvier 1940) et surtout la résurgence des vieux démons antisémites (remontant à l'affaire Dreyfus) dans un climat de xénophobie et de suspicion générale avec une violente campagne de presse orchestrée par l'extrême-droite, laquelle voyait dans les juifs des agitateurs et des va-t-en-guerre. Les uns ne trouvaient pas de logement, pour cela, il fallait s'inscrire à la police, laquelle exigeait un passeport et un visa, comme le racontera l'écrivain **Erich Maria Remarque** (1898-1970) ; les médecins, les dentistes et les juristes avaient besoin d'un diplôme d'État français et de la nationalité française pour exercer ; chez les enseignants et chercheurs, seule une minorité parvint à obtenir un poste à l'université ou dans un institut de recherche (ce qui les poussa à gagner les pays anglo-saxons) ; une carte d'identité ne pouvait être ob-

tendue que sur présentation d'une carte de travail (obligatoire depuis 1926), or la crise économique incitera les autorités à introduire des quotas pour les travailleurs étrangers. L'ouvrage cite de nombreux témoignages d'écrivains qui ont traduit cette difficile situation d'exilé à Paris, sur l'isolement, la précarité, la pauvreté et le renoncement (« où même la pluie devient fatale à l'immigré qui ne dispose que de chaussures déchirées »). En 1938, **Alfred Döblin** (1878-1957), l'auteur du roman *Berlin Alexanderplatz*, écrira à un ami que la France est absolument « le pire pays d'immigration que tout le monde cherche à quitter pour les États-Unis » – et ce, malgré les comités d'aide et de secours aux réfugiés allemands victimes de l'antisémitisme et les collectes (insuffisantes) de dons destinés à favoriser l'émigration des juifs de France, le tout dans une tradition antiallemande considérant que l'asile offert aux victimes de la « barbarie teutonne » contribuerait inversement à faire grandir l'image de la France.

Quelle France ?

En 1939, on dénombrait 40 000 réfugiés juifs en France, 20 000 ont pu quitter le pays, les autres, qualifiés de « cinquième colonne », restèrent, mais la plupart, sans protection juridique et considérés comme des « sujets ennemis » furent internés dans des camps en zone non occupée : « La plupart des émigrés se rendirent de leur propre gré aux centres de rassemblement, croyant que leur enregistrement serait une pure formalité administrative, d'autant plus qu'ils détenaient un passeport de réfugié, perçu comme gage de protection », ce qui a fait dire à **Hannah Arendt** qu'il s'agissait-là « des premiers prisonniers volontaires que l'Histoire ait jamais vus ». Témoignage de cette perfidie : « Il y en eut même qui se présentèrent en tenue de tennis, raquette à la main, au stade Roland-Garros », écrit Dorothea Bohnekamp, citant l'écrivain et peintre **Friedrich Hagen**, qui, naturalisé français après la guerre, sera rédacteur en chef des émissions en langue allemande à la Radiodiffusion française. Le jeune philosophe **Walter Benjamin** (1892-1940), interné dans le stade Yves-du-Manoir de Colombes avec 20 000 personnes, décrira cette chose incroyable : « Personne n'a eu l'idée de s'évader : nous étions lé-

galistes à tout crin. Et surtout nous n'arrivions pas à croire que la République française puisse interner des antifascistes. » Une autre citation de Friedrich Hagen traduit le malaise auprès des autorités : un lieutenant, à qui il avait expliqué que les juifs avaient cru en la France, répondra en baissant la tête : « Quelle France ? »

Ce sont tous ces témoignages qui font la richesse d'un récit sobre, dans lequel la désillusion des juifs allemands, littéralement amoureux de la France, est mise en exergue. Certains, se croyant à l'abri en raison de leur nationalité française, choisirent même de rentrer à Paris pendant l'Occupation, mais la nationalité fut retirée à plus de 15 000 personnes, dont 6 000 juifs – par un décret que l'occupant allemand n'avait même pas imposé. Puis vint la « descente inexorable aux enfers » : mesures bureaucratiques (port de l'étoile jaune), rafles, transports vers les camps dans des conditions abominables, puis déportation et pour beaucoup les chambres à gaz. On estime à environ 10 000 les survivants qui décidèrent après la guerre de rester en France, « tout d'abord par refus de retourner en Allemagne ». Mais il est vrai aussi que « la solidarité des Français a essentiellement joué dans la survie des émigrés, ce qui a inversement pu renforcer l'attachement à la France ». Certains, voulant retrouver leur terre natale, tenteront un retour en Allemagne en 1945, tel Alfred Döblin qui finalement finira sa vie à Paris, où encore le cinéaste **Max Ophüls** (1902-1947), devenu citoyen français en 1938 et déclarant à Hambourg avant sa mort : « Je veux rentrer en France, je ne veux pas mourir en Allemagne ». Il est néanmoins décédé à Hambourg, mais a été incinéré dans le cimetière du Père Lachaise à Paris.

Dans sa préface, l'historien Serge Berstein estime que Dorothea Bohnekamp fournit par son ouvrage une leçon à méditer sur les faits qui se sont produits « dans deux des pays les plus évolués et les plus cultivés d'Europe, considérés comme des modèles de civilisation, ce qui n'a pas empêché le vernis de craquer, révélant le retour des instincts les plus brutaux et des lâchetés les plus viles ».

Dorothea Bohnekamp, De Weimar à Vichy – Les juifs d'Allemagne en République 1918-1940/1944. Fayard Histoire, Paris, 2015, 298 pages.